



Brian Mulroney a acheté en quelque sorte cette place du Canada dans un nouveau réseau international, avec un sans-gêne qui a même irrité la France par moments et agacé des représentants de pays en voie de développement.

Le Sommet de la francophonie Quand il faut payer pour avoir des amis

◆ Les pays africains étaient venus au Sommet de Québec réclamer davantage d'aide des pays du Nord et un soulagement de leurs dettes.

par **J-Jacques SAMSON**



Ils repartent grands gagnants de ce deuxième sommet de la francophonie, le Canada ayant effacé \$325 millions de vieilles dettes qu'ils ne pouvaient honorer et avec de nouveaux projets de coopération dans des secteurs névralgiques pour eux, comme l'agriculture ou l'énergie.

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, visait pour sa part à établir un meilleur équilibre dans les relations internationales du Canada en en faisant un partenaire aussi important dans la francophonie que dans le Commonwealth.

Il a acheté en quelque sorte cette place du Canada dans un nouveau réseau international, avec un sans-gêne qui a même irrité la France par moments et agacé des représentants de pays en voie de développement qui trouvaient, jeudi, que le Canada les traitait publiquement comme des mendiants.

Mais il a atteint son objectif premier.

Sur le plan de la politique intérieure — une dimension qu'il ne faut pas négliger puisque les sommets servent à mettre en vedette les chefs de gouvernement — M. Mulroney profitera sans doute, à long terme, auprès de la clientèle nationaliste du Québec, d'avoir accordé au Québec une tribune internationale que jamais les libéraux de Pierre Trudeau, avant lui, ne lui avaient consentie. M. Mulroney a aussi consolidé son image de conciliateur national, dans la foulée de l'accord du Lac Meech.

Les sondages montrent toujours que les Québécois accordent beaucoup d'importance à l'harmonie et la bonne entente entre les gouvernements d'Ottawa et de Québec après quinze années d'affrontements.

Par contre, des électeurs anglophones de d'autres provinces sauront le lui reprocher à l'avenir. Certains éléments de la presse anglophone du pays pose un oeil très sévère, ou très moqueur, sur la francophonie mondiale.

Le Québec, de son côté, voit dans le « Commonwealth francophone » un ancrage pour la petite

La volonté du Canada de créer un nouveau réseau international axé autour de la francophonie aura permis à plusieurs pays africains d'obtenir l'effacement de dettes importantes. Si bien que ces pays peuvent être considérés comme les grands gagnants du deuxième sommet de la francophonie, analyse notre chroniqueur J.-Jacques Samson. Mais le geste du gouvernement canadien, au risque de bousculer la France, n'est pas sans présenter une certaine rentabilité politique pour le premier ministre Brian Mulroney. Son image de grand réconciliateur national n'en sera que mieux servie. Aussi la présence du Québec à cette tribune internationale avec l'assentiment d'Ottawa devrait lui rapporter des dividendes auprès des milieux nationalistes québécois.

communauté francophone d'Amérique du Nord avec une organisation numériquement importante et forte.

Robert Bourassa voit aussi à utiliser cette affiliation pour poursuivre l'affirmation internationale du Québec, dans la lignée des chefs de gouvernement au Québec depuis 1960.

M. Bourassa a ainsi tenu à répéter son initiative de Paris d'intervenir sur une grande question économique mondiale.

Il ne vise pas de cette manière à changer la face du monde mais plus modestement à inscrire une tradition qui deviendra irréversible.

Sur le plan de la politique interne, il montre par son rôle dans les Sommets de la francophonie son attachement à la langue et à la culture françaises et rassure ainsi une couche d'électeurs nationalistes pour qui il demeure toujours suspect.

Le Québec avait peu à gagner à court terme de ce sommet.

Les projets de coopération vont avant tout vers le Sud, où les besoins sont criants. La création d'un petit Institut de l'Énergie au Québec ne révolutionnera pas la recherche dans ce secteur chez nous.

Le gouvernement du Québec s'est plutôt montré un hôte généreux et les contribuables attendront maintenant de connaître avec précision les coûts réels de cette belle fête pour, 40 délégations.

Les vœux pieux

Les neuf résolutions à caractère politique ou économique adoptées mercredi, première journée du sommet, sont inoffensives.

Le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) l'organisme permanent de la francophonie, M.

Paul Okumba d'Okwatsegue, déclarait cette semaine au Devoir que les chefs d'État ne devaient pas tomber dans ce piège de se perdre dans des débats politiques avant quinze ou vingt ans d'existence des Sommets de la francophonie.

Il estimait préférable que ceux-ci travaillent en profondeur, dans une première étape, sur les objectifs de la coopération.

Les chefs d'état et de gouvernement tiennent beaucoup, par contre, à donner une dimension plus « noble » à leurs rencontres en se prononçant sur des grandes questions internationales.

Il serait impossible de réunir près de 40 chefs d'état et de gouvernement pour régler seulement de « vulgaires » questions techniques de coopération internationale, expliquait jeudi l'ex-ministre québécois Claude Morin, d'accord, en théorie seulement, avec le secrétaire de l'ACCT.

Leurs divergences d'intérêts en s'amenant à ces sommets et la diversité des régimes politiques conduisent à des prises de position si aseptisées qu'elles ne risquent pas d'avoir une portée significative et qui nuisent d'autant à la crédibilité des sommets dans l'opinion publique.

Un Rendez-vous 87 élitiste

L'exposition Le Carrefour, au manège militaire de Québec, n'a évidemment pas attiré les mêmes curieux que le Temple de la renommée du hockey, dans le cadre de Rendez-vous 87. Ce n'était pas non plus l'objectif des organisateurs de cette foire regroupant les plus grandes entreprises comme Hydro-Québec, Bell, Lavalin ou SNC et d'autres, de pointe, dans des secteurs comme les communications ou l'informatique.

Les promoteurs espéraient la visite de 30,000 personnes au cours de la semaine. Ils étaient avant tout intéressés à rejoindre des clients cibles.

Les citoyens de Québec ont toutefois raté l'occasion d'y récolter une impressionnante quantité d'informations sur les réalisations de ces entreprises ou les équipements qu'elles offrent.

Les dirigeants des compagnies participantes ont aussi profité de la présence à Québec des membres des gouvernements d'autant de pays pour leur offrir leurs services. La circulation des gens d'affaires était très intense dans les grands hôtels ou ont logé les délégués officiels. Plusieurs grandes entreprises ont aussi prévu des visites guidées de leurs installations au cours de la fin de semaine qui débute à l'intention des délégués qui prolongeront leur séjour.

Les grandes compagnies en question n'ont pas attendu le Sommet de Québec pour développer leurs marchés en Afrique, admettait récemment le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, mais le climat de solidarité qui se développe dans de telles rencontres peut certes contribuer à consolider les relations d'affaires.

D'autres activités parallèles au sommet des chefs de gouvernement, généreusement subventionnées, il faut le dire, ont également soulevé de l'intérêt dans les milieux directement concernés au Québec, universitaires, scientifiques, syndicaux ou culturels.

Il ne s'agissait pas d'activités populaires permettant aux Québécois de faire la fête mais plutôt à portée pédagogique. Les groupes touchés étaient certes restreints parfois mais si les gouvernements soutiennent financièrement des festivals qui n'intéressent pas nécessairement toutes les strates de la population, il n'est que juste que le même gouvernement accorde, à d'autres occasions, un soutien pour des activités que vont goûter d'autres groupes dans la société.

Le Sommet de Québec fut, en ce sens, une sorte de festival pour certains amateurs d'art, pour des politiciens ou des chercheurs. La circulation détournée, les bouchons aux heures de pointe auront irrité bien des gens. Mais c'est aussi le cas pour les parades du Carnaval, chaque hiver!

Le ministre Gil Rémillard avait par contre souligné avec emphase les retombées très immédiates sur l'industrie touristique avec la venue d'autant de délégués et de journalistes étrangers. En réalité, quelques grands hôtels ont dû faire de bonnes affaires, quelques boutiques et les restaurants les mieux cotés de la ville.

Les commerçants de la haute ville interrogés se sont plutôt plaints que ce déploiement avait fait fuir leur clientèle régulière et ils ont séché.

Le refus de la mendicité

Derrière la générosité des pays industrialisés — dont le Canada qui vient d'effacer les dettes de \$325 millions de pays africains —, le refus de payer un « prix juste et équitable » pour les matières premières produites par les pays en voie de développement demeure. A cet égard, le Sommet de Québec n'aura pas fait exception avec plusieurs autres rencontres internationales. Les pays africains ont préféré une « générosité » bien différente sur la base d'une relation d'égal à égal au lieu de donner l'image de mendier auprès des pays riches. Le journaliste Ali Idrissou de l'Agence panafricaine d'information (PANA) analyse les résultats du sommet en relation avec les attentes des pays du Sud.

◆ Le deuxième Sommet de la francophonie aura montré, une fois de plus, que les pays du Nord s'évertuent à convaincre ceux du Sud de leur volonté de les aider à résoudre, dans le cadre de l'espace francophone, leurs problèmes, mais ils n'y parviennent pas tout à fait.

par Ali IDRISOU
(collaboration spéciale)

Certes, les pays industrialisés continuent d'annoncer des séries de contributions pour financer tel ou tel projet retenus dans les principaux réseaux de la francophonie. Le Canada, par exemple, a décidé d'effacer la dette d'aide publique au développement de sept pays africains d'un montant de \$325 millions. Il a, en outre, annoncé des contributions pour le réseau communications et culture et pour la revitalisation d'un centre de formation agricole en Afrique, le tout se chiffrant à \$17 millions. La France, elle, a prévu quelque 200 millions de francs (environ \$40 millions).

Tout cela est généreux et beau, mais est très loin de satisfaire les attentes réelles des pays africains qui ne demandent pas la charité, mais un engagement plus profond de leurs partenaires du Nord, à discuter franchement avec eux d'égal à égal pour arrêter, ensemble, des principes de base susceptibles d'aider à régler leurs problèmes les plus importants: le prix des matières premières et l'endettement.

En effet, les pays riches de la francophonie, acceptent-ils de sacrifier un peu de leurs privilèges pour acheter à un « prix juste et équitable » les produits de base (café, cacao, fer, cuivre...) de leurs partenaires africains? Acceptent-ils, d'autre part, d'examiner globalement la dette de ces pays pauvres en prenant des mesures spectaculaires comme la réduction, au plus bas niveau, des taux d'intérêt qui leur sont appliqués? En d'autres termes, les Africains attendent que les États industriels gèlent, ne serait-ce que dans le cadre de la communauté francophone seulement, leurs sacro-saints principes de « libre-échange » ou de la « loi de l'offre et de la demande » qui cachent mal leur égoïsme.

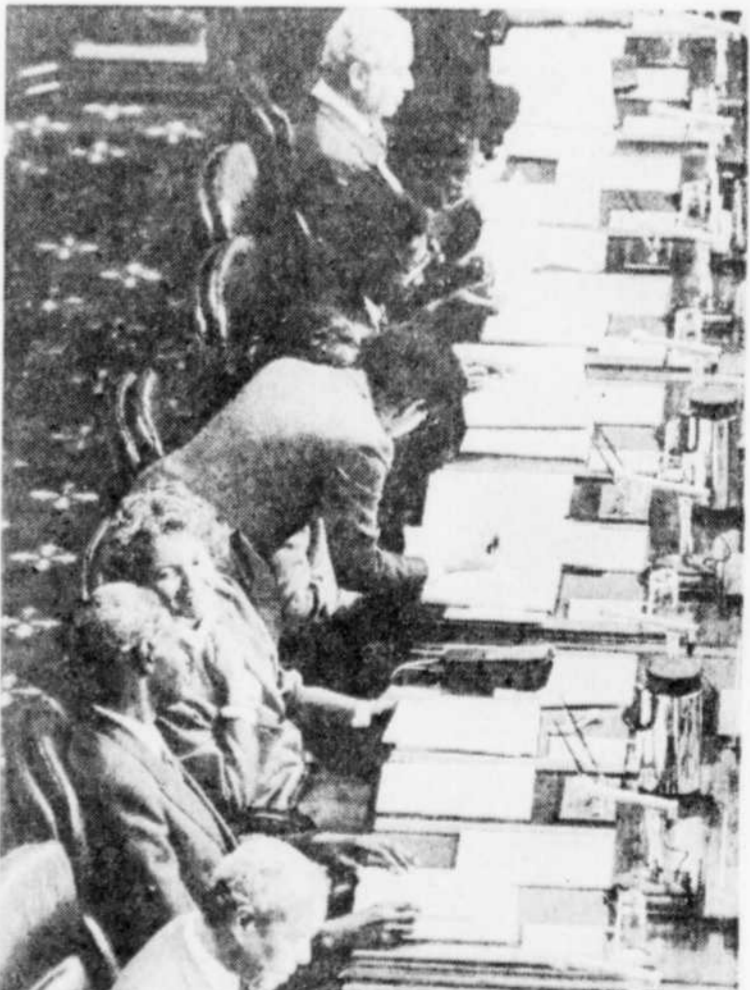
Non à une francophonie de façade

En somme, ce que veulent les Africains, ce sont des mesures énergiques pouvant accroître leurs propres ressources pour leur développement, sans exclure les financements extérieurs. Mais les fonds, qui leur sont accordés à compte-gouttes par les pays riches, sont très loin des sommes considérables consenties par les seuls États-Unis aux pays européens, dans le cadre du plan Marshall, pour les aider à reconstruire leurs économies après la Deuxième Guerre mondiale.

Autant d'éléments qui rendent sceptiques et pessimistes les pays africains, un doute d'ailleurs partagé par une partie de la presse canadienne qui a clairement déploré que les pays du Nord se servent de la tribune du Sommet francophone pour faire des annonces apparaissant comme des coups de publicité ou de la surenchère.

Malgré tout, les États africains francophones croient en la francophonie et contribuent au rayonnement de la langue française dans le monde. C'est leur langue de formation et de travail aussi bien dans l'administration que dans la recherche. Toutefois, développer cette langue pour multiplier seulement le nombre de ceux qui la parlent sur la terre n'est sans doute pas la préoccupation essentielle des Africains.

Ce que veulent les Africains francophones, c'est que la langue française et la technologie qui l'incarne leur permettent de contribuer concrètement et positivement, comme les nations du Nord, à la créativité au sein de l'espace francophone. Pour cela, il leur faut des moyens et des ressources en quantité suffisante: conditions nécessaires à une coopération saine pour le développement. Faute de quoi, la francophonie n'apparaît que comme un vernis superficiel qui cache mal la réalité des relations de domination économique et d'une pseudo-communauté linguistique.



Des participants au sommet.

Le Soleil, André Pichette

Du «Flower power» à la relance économique et culturelle Le blitz des «Youks» d'Inverness

♦ Inverness. Le nom évoque déjà le charme et la magie de l'Écosse ou de l'Irlande. Planté depuis près de 200 ans dans un écoinçon chatoyant et valonné, au cœur de Lotbinière, le petit village de 1,000 habitants aurait pu, comme bien d'autres, se voir confiner à la banalité. Mais l'histoire et l'environnement en ont décidé autrement. La nature y tient, depuis toujours, une orgie de verdure et d'espace. Les Orangistes en ont fait leur lieu de ralliement. Au fil de deux siècles de coexistence, Anglo-protestants et catholiques canadiens-français y ont constitué une richesse patrimoniale exceptionnelle. Et voici qu'Inverness lance un cri d'alarme: on est en train de la déposséder de son patrimoine, de raser les traces de son histoire unique. On la condamne à la banalité.

par
Pierre BOULET

Le cri d'alarme ne vient pas seul. Avec lui, il traîne un plein convoi de solutions de rechange, de projets de relance. Témoin de l'érosion qu'on lui impose, la petite communauté se ressaisit. On ne l'effacera pas d'un simple coup d'oubli. En moins de deux ans, on pose les pierres angulaires de la survie. D'abord un livre tout fraîchement édité, *Inverness*, qui retrace d'hier à demain la richesse du lieu et de ses habitants. Et puis, «projet fondamental», la mise sur pied d'une fonderie d'art, la première au Québec, qui vise rien de moins que l'ensemble du marché nord-américain.

On aurait pu croire que ce réflexe de survie serait monté spontanément des racines de ceux qui ont tissé l'histoire séculaire d'Inverness. De ces Écossais, Irlandais et Canadiens français qui y sont nés de souche. Curieusement, ce sont les *Youks* qui ont conçu, articulé et mis au monde le projet de relance culturelle, touristique et économique du village et de sa paroisse. Ces *Youks* qu'on a vus s'installer avec un mélange de méfiance et de curiosité, au début des années 1970. Et autour desquels la communauté se rallie aujourd'hui pour qu'Inverness survive.

Les Youks

René Chevrier a dirigé le bureau d'enregistrement d'Inverness de 1946 à sa fermeture, au début de l'année. Il est maire de la municipalité depuis 20 ans. Lorsqu'on

Le petit village d'Inverness, dans Lotbinière, s'est constitué, en deux siècles, un patrimoine d'une richesse exceptionnelle. Les Anglo-protestants et les catholiques canadiens-français qui y ont cohabité en ont fait un lieu unique. Au début des années 1970, des jeunes «freaks» et des artistes, inspirés par le souffle du «Peace and Love», viennent y planter leurs pénates, au grand dam de la population. Ce sont les «Youks». Dix ans plus tard, alors que le trésor patrimonial d'Inverness tombe en ruines, les Youks se relèvent les manches et mobilisent la population autour de la relance de la localité. C'est la culture et l'économie du Québec qui en profiteront. Pierre Boulet s'est rendu à Inverness.



Un Youk de la première heure, Jean-Raymond Goyer, président de la Corporation touristique, et le maire d'Inverness, M. René Chevrier: deux générations, deux mondes qui commencent à se serrer les coudes.

lui demande l'origine du mot *Youk*, il se contente de le décomposer: *Y* pour *young...* et *ouk* pour *hook* (crochet). Comprendre: des jeunes qui vivent au crochet de la société. La plupart des «natifs» d'Inverness partagent d'ailleurs cette explication étymologique. La connotation péjorative s'est diluée au fil des ans. Le mot, lui, est resté. Les *Youks* en font maintenant un objet de fierté et de ralliement.

Et pour l'histoire, celle qui perdurera, l'étymologie est en train de réviser ses racines pour expliquer le mot *Youk* d'une manière un peu plus sympathique: «On sait pas d'*youk* y viennent... On sait pas *youk* y vont.»

D'une certaine manière, les *Youks* constituent la branche forte du Flower Power et du trip Peace and Love des années 1970. Celle qui a survécu, mûri... et donné des fruits. Quel petit village des Cantons-de-l'Est ou de la Beauce n'a pas, un jour, vu arriver ses *Youks*? Les premiers à s'implanter à Inverness sont débarqués en 1974. Tripeux, granolas, créateurs, artistes, tous blasés par la consommation

sous pression et allergiques au cloisonnement urbain, ils sont venus s'installer à bon compte sur des terres que des cultivateurs, blasés eux aussi, laissaient aller pour une bouchée de pain. Une communauté dans la communauté. Un choc culturel pour les gens de la place!

En 1987, ils constituent dix pour 100 de la population d'Inverness.

Aujourd'hui, ils ont vieilli (à peine, quand on a la trentaine). Ils ont transplanté leurs racines, fait pousser leurs branches jusqu'à les entremêler avec celles de la communauté d'origine, et proposé des fruits dont les «gens de la place» commencent à se régaler. Projet d'école alternative, spectacles, garderie, association touristique... ils sont à l'origine de tout un branle-bas dans la vie tranquille de la place. «Sans eux, on n'aurait pas fait grand chose ici sur le plan culturel», affirme le maire Chevrier.

Jean-Raymond Goyer est un de ces *Youks* qui se sont engagés dans la vie culturelle et sociale d'Inverness. Il est arrivé en 1977. Il

«repris» l'auberge pour en faire un lieu de spectacles et de manifestations culturelles. Puis, il a bifurqué: «C'était bien beau, l'animation culturelle, mais il y avait aussi une mobilisation à mener pour assurer la survie patrimoniale et économique de toute la communauté.» Aujourd'hui, Jean-Raymond Goyer est président de la Corporation touristique d'Inverness.

Ce sont les *Youks* qui ont mis la corporation au monde. Ils ont rapidement trouvé des points d'appui au sein même de la population et auprès des autorités de la municipalité et de la MRC.

Gérard Bélanger est un sculpteur de réputation internationale. Il a adopté Inverness dès 1974: «J'avais besoin d'espace et de tranquillité pour poursuivre mes recherches.» Comme les autres, c'est un *Youk*. C'est lui qui est à l'origine de l'implantation, à Inverness, de la première fonderie d'art du Québec. Création d'emplois, consolidation de la vocation touristique et culturelle de la localité, relance économique... les *Youks* ont

fini par convaincre les gens d'Inverness qu'ils leur proposaient un alliage non négligeable: appartenance, conviction et crédibilité.

La relance

Le temps n'est pourtant pas si loin où la population d'Inverness se mobilisait pour bloquer l'entrée d'un *Youk* au conseil municipal ou à la commission scolaire. «Le taux de participation au vote montait à 75 pour 100», rappelle un «vieux nouveau venu». Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous le pont couvert de la Bécancour.

Bien sûr, on sent encore un brin de méfiance sympathique quand on parle des *Youks* aux aînés de la place. Le meneront-ils à terme, leur projet de fonderie? Le maire Chevrier, qui en a vu bien d'autres, n'en reconnaît pas moins que la fonderie d'art demeure le seul projet qui puisse assurer un certain développement à la localité. «Pour le reste, on est prisonniers du zonage agricole. Il n'y a plus rien à développer aux alentours.»

La publication d'un ouvrage collectif sur l'histoire et sur l'avenir

d'Inverness — un produit des *Youks* — a en outre convaincu les résidents d'origine de l'engagement et de l'appartenance de ces jeunes venus d'ailleurs. Un livre qui a nécessité le travail constant d'une douzaine de personnes pendant plus de 18 mois.

Conçu et réalisé par des *Youks*, de la première à la dernière étape... «avec la participation et la collaboration de l'ensemble de la communauté», précise Jean-Raymond Goyer. Les témoignages et les illustrations d'archives y abondent d'ailleurs. Tiré à 1,000 exemplaires et vendu \$25 l'unité, *Inverness* vise à amasser des fonds pour promouvoir la sauvegarde du patrimoine et la relance d'Inverness.

«Dernière ce livre, il y a un cri d'alarme», lance Jean-Raymond Goyer. Pour lui, Inverness est un joyau culturel qu'on est en train d'anéantir. Les édifices de valeur historique ont été désaffectés. «Cette année, on nous a enlevé le bureau d'enregistrement pour le déménager à Arthabaska. En nous enlevant nos registres, on nous dépouille de notre histoire.»

Et la saignée continue. On a vidé l'édifice de la Banque Royale, une institution depuis 1916. Le gouvernement du Québec vient de fermer la halte routière des chutes Palmer, sur la Bécancour, et l'a entourée de barbelés... «c'est pourtant le site touristique le plus intéressant de la MRC». Depuis le départ du maître de poste, qu'on n'a d'ailleurs pas remplacé, on parle de fermer le bureau de poste. «Et voici que maintenant, on parle de fermer l'école», ajoute Jean-Raymond Goyer.

Les *Youks* ont donc relevé leurs manches et, avec eux, toute la population d'Inverness... de plus en plus en tout cas. Il n'y a plus rien à perdre. Tout à gagner. Désormais, on a les yeux tournés vers la fonderie d'art. En attendant d'y couler dans le bronze des pièces qu'on destine à «l'éternité éphémère», on y sculpte des promesses et des espoirs.

Le Flower power d'hier s'est mis à reboiser une forêt.



Le sculpteur Gérard Bélanger: un entrepreneurship coulé dans le bronze.

veut qu'Inverness devienne la fonderie d'art ce que Saint-Jean-Port-Joli est à la sculpture sur bois.»

Avec des subventions de démarrage atteignant \$160,000, les promoteurs de la fonderie d'Inverness visent l'autofinancement en quelques années. Une étude effectuée par des professionnels prévoit de petits profits dès la première année d'opération. En 1990, les bénéfices nets pourraient dépasser les \$60,000.

Déjà considéré comme le «centre de l'élevage des bovins de la province» (on y transige près de 3,000 têtes annuellement et on y détermine le prix étalon du boeuf au Québec), Inverness est en voie de devenir, dans la foulée de l'entrepreneurship *youk*, l'un des pôles les plus novateurs en matière d'art sculptural au Québec.

La relance d'Inverness n'est donc pas une affaire de rêves. Si les *Youks* continuent, par choix, de cultiver leur «trip alternatif» des années 1970 et s'ils aiment toujours garder la tête à hauteur de nuages, ils semblent avoir les pieds bien plantés dans... le bronze.

Couler l'avenir dans le bronze

♦ Pour que démarre vraiment la fonderie d'art d'Inverness, il ne manquait que l'octroi par le ministère des Affaires culturelles d'une subvention de \$15,000 destinée à l'équipement. Le déblocage de cette subvention, c'était

la condition pour qu'Ottawa «dégèle» les quelque \$130,000 déjà promis pour le projet. Québec traînait. Mais voici que cette semaine, le MAC s'est branché. C'est le directeur régional au ministère, Jean-Guy Tessier, qui l'a

confirmé au SOLEIL. On peut donc commencer à fondre le bronze.

Pour le sculpteur Gérard Bélanger et pour les membres de la Corporation touristique d'Inverness, l'implantation d'une première fon-

derie d'art au Québec représente bien davantage qu'un attrait touristique ou que la création d'une dizaine d'emplois. C'est la garantie que des centaines et des centaines de milliers de dollars, qui échappaient jusqu'à maintenant à l'économie du Québec, seront désormais investis dans l'entreprise d'art québécoise. C'est aussi la perspective de voir se développer ici une technique qui demeurerait inaccessible à l'ensemble des sculpteurs québécois.

«Il y a une grosse demande pour la fonderie d'art, au Québec», explique Bélanger. Et on assiste actuellement à l'exode de plusieurs millions de dollars. Pour couler leurs œuvres dans le bronze, les sculpteurs québécois devaient jusqu'ici les expédier à Toronto ou en Italie. Attente interminable, frais supplémentaires... et aussi, fuite de capitaux.

Gérard Bélanger donne deux exemples. La statue de Maurice Duplessis, devant le Parlement, a été coulée en Europe. Les *Muses* d'Alfred Laliberté, installées devant le Palais Montcalm, ont été coulées dans une fonderie de New York. «Dans chacun des cas, explique le sculpteur, c'est \$175,000 qu'on a payé à l'extérieur du Québec.»

Les promoteurs de la fonderie d'art d'Inverness ont engagé une firme spécialisée pour mener une étude de marché. Les résultats vont au-delà de tout espoir: le marché s'étale à la grandeur de l'Amérique du Nord. «La demande est telle qu'on ne pourra jamais y répondre complètement.» Au Québec seulement, 160 sculpteurs ont été approchés. Pres de 80 d'entre eux ont manifesté leur désir de recourir aux services de l'atelier d'Inverness et de venir s'initier aux secrets de la fonderie d'art.

Un pas vers l'éternité

Initiation. Le mot est lâché. Comme l'explique Gérard Bélanger,



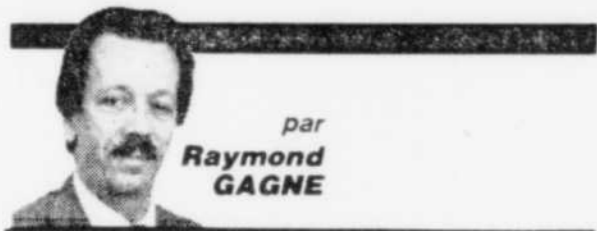
Bastion anglo-protestant du Bas-Canada, le canton d'Inverness compte encore 12 églises protestantes. C'est dans cette ancienne église méthodiste qu'on implantera la fonderie d'art.

Aux Etats-Unis

Les citoyens à la rescousse de l'environnement

La pollution sous toutes ses formes préoccupe de plus en plus les Américains. Si bien qu'on n'hésite pas à prendre la relève du gouvernement et à recourir régulièrement aux tribunaux pour mettre au pas les pollueurs. Malgré des sommes colossales investies par le gouvernement pour des programmes de protection de l'environnement, la situation est loin de s'améliorer aux Etats-Unis. Notre chroniqueur Raymond Gagné revient d'un séjour d'un mois au pays de l'Oncle Sam, à l'invitation de l'Agence d'information du gouvernement américain. Il nous livre aujourd'hui et demain ses observations.

♦A la mi-juin, sur M Street NW, Washington D.C., le propriétaire d'un immeuble à logements décide de transformer en parking le terrain boisé situé de l'autre côté de la rue, face à sa propriété. Il y amène sa machinerie et entreprend les travaux. Un groupe de citoyens du secteur s'oppose au carnage et s'adresse à la Cour. Celle-ci accorde l'injonction demandée.



par Raymond GAGNÉ

Le gouvernement américain encourage l'utilisation du nucléaire à des fins de production d'énergie. La population s'y oppose. EPA, l'Agence de protection de l'environnement, doit reconnaître que l'industrie pétrolière. Cincinnati Gas and Electric Co., transforme en station thermique alimentée au charbon la centrale nucléaire East Bend, de Rabbit Hash, Kentucky, dont la construction était réalisée à 97 pour 100.

En parlant du nucléaire, « cette industrie est morte, nous a-t-on dit, au U.S. Department of Interior. » Et on ajoutait: « Ça ne découle pas de l'attitude et des interventions du gouvernement mais de l'opposition des citoyens. »

Aux Etats-Unis, la démocratie vient à la rescousse de l'environnement ou agit à son encontre. On y trouve le meilleur comme le pire. Selon les environnementalistes de l'Oregon, elle doit suppléer au manque de volonté politique des élus.

Le président de l'Environmental Law Institute, William Futrell, dit que la démocratie américaine fonctionne « par saut, par butte ».

Elle a, cependant, cette qualité, de dire Futrell, que même si les distorsions sont coutumières et souvent sérieuses, tout se passe au grand jour. Ce qui n'empêche pas les erreurs.

Futrell parlera des « citizens suits », ce phénomène social qu'il qualifiera « d'incroyable! ». Les « citizens suits »

Aux Etats-Unis, le gouvernement fédéral s'est donné pour tâche de promouvoir la protection de l'environnement, sur le plan général et de telle façon qu'elle se fasse dans la liberté d'expression.

Sauf que, dit-on en catimini, le gouvernement ne respecte pas ses propres lois. Les citoyens doivent prendre la relève. En découle de nombreux recours judiciaires, les « citizens suits ».

Ainsi, il y a quelques semaines, un entrepreneur en construction poursuivait l'Etat afin que celui-ci nettoie les abords de l'autoroute qui passe en front des terrains où il a l'intention de construire un complexe d'habitations. Motif: il ne pourra vendre ses bâtisses dans un environnement aussi malpropre.

A Saugatuck, au Michigan, en mai, 1.100 personnes ont signé une pétition pour qu'on empêche McDonald's de s'installer dans l'arrondissement historique de la municipalité.

En somme, et quotidiennement, les Américains jouent aux funambules.

Le fonctionnement du système américain, précise-t-on, repose sur la tension qui doit exister entre le législatif (le Congrès) et l'exécutif (Président et cabinet) tantôt amoindrie, tantôt éliminée ou renforcée par le judiciaire.

Ou par les citoyens, le lobbying, largement répandu, et un élément très important du processus législatif et administratif, les « citizens suits », la pétition, les manifestations dans la rue pour dire aux élus qu'ils sont ou ne sont pas en accord avec telle décision administrative ou telle loi à l'étude ou votée par le Congrès. Quand il ne s'en prennent pas directement au pollueur qui dégrade l'environnement.

Les organismes pullulent aux Etats-Unis. Politiques, comme l'Association des gouverneurs des états. Professionnels comme la Chemical Manufacturers Association. De conservation, tels The Wilderness Society et des milliers d'autres tels la National League of Cities.

L'environnement préoccupe une large tranche des 240 millions d'Américains même si le U.S. Department of State déclare ne le classer qu'au troisième rang parmi ses priorités.

Les gens embarquent

Ainsi, la ville de Cincinnati n'a pas eu besoin d'imposer un règlement municipal pour que la population adopte une certaine lutte contre le tabagisme. Il a suffi, pour ce faire, d'une règle proposée par le Health Department.

Cette réglementation a été proposée en octobre 1985 et, avec le consentement des citoyens, mise en application le 1er janvier 1986 et définitivement appliquée le 1er juillet de la même année.

Son objectif: établir, dans les endroits publics, des espaces pour non-fumeurs et faire en sorte que ces sections soient bien ventilées et séparées des aires générales d'occupation.

Les citoyens s'abstiennent donc de fumer dans certaines catégories d'édifices publics et de véhicules de transport.

L'usage du tabac fait d'ailleurs l'objet de réglementations du genre dans la plupart des Etats. On remarque même, comme à Portland, Oregon, des hôtels qui réservent des étages entiers aux non-fumeurs. L'hôtel Heathman en est un exemple.

En ce qui a trait à la conservation des zones côtières, le citoyen est, par contre, moins enclin à collaborer.

Des milliers d'Américains possèdent, en effet, un



Etouffée par un réseau d'autoroutes, Los Angeles est un exemple du développement débridé qui l'a régulièrement emporté sur la nécessité de rationaliser l'occupation du territoire aux Etats-Unis.

chalet, une maison, des appartements ou un complexe hôtelier le long des 9.000 kilomètres des côtes de l'Atlantique, du Golfe du Mexique et de l'océan Pacifique. L'urbanisation y favorise ou accélère la transformation radicale des zones sensibles par les vents, les marées ou les tempêtes.

Les habitations sont souventes fois menacées ou endommagées ou tout simplement détruites. Il faudrait les relocaliser plus loin, à l'intérieur, pour les mettre définitivement à l'abri des sautes d'humeur de la mer et de l'érosion et protéger cet environnement fragile.

Un littoral à protéger

En 1982, le Congrès a décidé que, sur 900 kilomètres de ce littoral et sur 187 îles, les propriétaires ne seraient plus éligibles à la protection de l'assurance fédérale contre les inondations. Ceux-ci ne peuvent donc plus recevoir l'aide financière du gouvernement américain pour réparer ou reconstruire leur habitation au même endroit où elle a été endommagée ou détruite.

Des milliers, par contre, peuvent encore profiter de cette aide. Aussi, la Chambre des Représentants adop-

taut, en juin, un bill qui permettrait à ces gens d'obtenir une aide financière, non pas à des fins de restauration ou de reconstruction sur place, mais à des fins de relocalisation à l'intérieur des terres. Le bill est à l'étude au Sénat.

Comme est également à l'étude devant le Congrès, cette fois, un projet de loi qui permettra la classification des marécages côtiers menacés et accordera des crédits de \$40 millions, utilisables sur une période de 2 ans, aux fins de leur conservation.

Cette législation ne semble pas plaire particulièrement à l'Administration Reagan. Et, il sera politiquement difficile de faire accepter par le citoyen de la côte, le fait d'aller se reconstruire ailleurs, avec ou sans subsides.

Comme il fut difficile, en juin, au Rhode-Island, d'amener les nudistes à la raison alors que le U.S. Fish and Wildlife Service leur interdisait l'accès à une plage pour permettre à deux espèces d'oiseaux de rivage menacées d'extinction de nicher et de se reproduire.

La démocratie américaine est en marche. Pencherait-elle du côté de la protection du littoral? La réponse reste à venir.

La pollution gagne du terrain

♦Le pouvoir, fortement décentralisé, a peu apporté, jusqu'à maintenant, à la qualité de l'environnement, aux Etats-Unis, en dépit des efforts énormes qui ont été réalisés pour dépolluer l'air des villes, assainir les eaux et assurer la conservation de plusieurs types de milieux menacés par la pollution, l'urbanisation ou la surexploitation. Les régions côtières en sont.

Et malgré qu'on ait consacré, depuis 1972, plus de \$70 milliards à l'assainissement de l'eau, plus d'un million de kilomètres de rivières et environ 16 millions d'acres d'eau de lacs sont dégradés ou menacés de l'être, ce qui ne comprend pas les eaux souterraines menacées également par les déchets toxiques, les pesticides et les méthodes d'irrigation.

Les sources traditionnelles de pollution, production industrielle, monoculture, consommation des combustibles fossiles, automobile, demeurent et, voire même deviennent plus importantes même si on a réussi à

réduire, en pourcentage, les rejets de gaz ou autres matières polluantes.

S'il est vrai, à ce qu'on dit, dans les milieux administratifs de Washington D.C. que 50% et plus des projets de centrales nucléaires prévues ont été abandonnés par la volonté de la population, il n'en demeure pas moins que l'utilisation du charbon au lieu de l'énergie nucléaire pour produire de l'électricité est une source importante de pollution atmosphérique par les rejets de gaz. Pour éliminer un problème, on en crée un autre.

L'automobile, de son côté, est devenue un cauchemar. Il s'en vend entre 8,5 et 10 millions annuellement. On consacre des milliards de dollars, chaque année, pour en faciliter l'utilisation. A titre d'exemple, et pour le seul District de Columbia (Washington D.C.), on dépensera \$300 millions, en 1987, à la construction et l'amélioration du réseau routier.

Les « toxic fogs »

Mais, l'automobile a fait naître un nouveau type de pollution, les « toxic fogs » et le gouvernement se sent maintenant dans l'obligation de proposer de nouveaux contrôles. Il veut qu'on épure davantage l'essence et qu'on améliore les convertisseurs catalytiques. « Une sale idée! », selon The Motor Vehicle Manufacturers Association. Les pétroliers sont aussi en désaccord disant qu'il faudra transformer plus de pétrole pour obtenir une quantité d'essence équivalente à celle qui est actuellement consommée.

En gros, le développement débridé l'a régulièrement emporté sur la nécessité de rationaliser l'occupation du territoire et d'en harmoniser les usages. L'environnement a continué d'écoper malgré les milliards investis et les mesures de contrôle prises par la U.S. Environmental Agency.

Il y a quelques semaines, on disait de l'eau de la Baie de Chesapeake, au Maryland, qu'elle ne s'améliore pas. « La concentration de soufre y est telle, a-t-on dit, qu'on n'y trouve plus d'oxygène et que seuls certains micro-organismes peuvent y vivre. »

En 1941, la Californie procédait à la diversion des cours d'eau qui alimentent le lac Mono. Le niveau s'abaissa des lors de 37 pieds. Depuis, on a enregistré une autre baisse de 30 pieds et le phénomène se poursuit à raison de deux pieds en moyenne par année. Résultat: la nourriture de millions d'oiseaux migrateurs est menacée et on craint, en sus, les nuages de poussières qui découleront de l'érosion éolienne des berges dénudées.

Une apparence trompeuse

L'état général de l'environnement américain semble s'améliorer si on s'en tient à certains de ses aspects. On semble respirer mieux dans les villes et le bleu de leur ciel contient moins de gris qu'auparavant. Elles n'en sont pas moins aux prises, maintenant, avec les « toxic fogs » qui enveloppent littéralement les grandes agglomérations engorgées de voitures.

Et si on n'en parle que peu et, généralement sous couvert, les forêts se dégradent, comme les forêts de pins texanes dont on ne dit mot outre-frontière. Les sols s'érodent au point où l'économie même de certaines régions est menacée, en particulier, dans les états de l'ouest et du Mid-West.

On cite le nom de la petite ville de Mansfield, dans le nord-ouest de l'état de Washington aux prises, dit-on, avec le problème de l'érosion des sols qui menace son économie. Le problème est signalé également au Nebraska où l'utilisation des pesticides et fertilisants chimiques est telle qu'elle empêcherait même le sol de se reconstituer.

Comme une immense toile d'araignée, le réseau d'autoroutes, de routes régionales et de chemins de campagne, emprisonne littéralement tout le pays. Son entretien, sa gestion, sont fort complexes puisqu'ils dépendent d'une multitude de juridictions. On y transporte de tout sur ces routes, y compris des déchets nucléaires et autres produits dangereux. Une quantité inimaginable. On dit qu'un milliard 900 millions de tonnes métriques de produits dangereux sont transportées annuellement aux Etats-Unis, dont 900 millions de tonnes sont véhiculées sur le réseau routier, l'avion, le bateau et le train se partageant le reste.

Certains milieux de Washington D.C. disent craindre que le transport des déchets nucléaires par route « pourrait créer un chaos juridique ».

Non au dépotoir

D'ailleurs, l'importante question de leur trouver des lieux d'enfouissement n'est pas encore réglée et ne semble pas sur le point de l'être à court terme.

Le Représentant démocrate à la Chambre et président du House Interior Committee chargé de la procédure pour le choix des emplacements, Morris Udall, a déclaré récemment que cette procédure avait échoué et qu'il fallait en trouver une autre. Il proposerait deux nouvelles options comprenant un moratoire de 18 mois sur la recherche des emplacements et certains amendements au Nuclear Waste Policy Act.

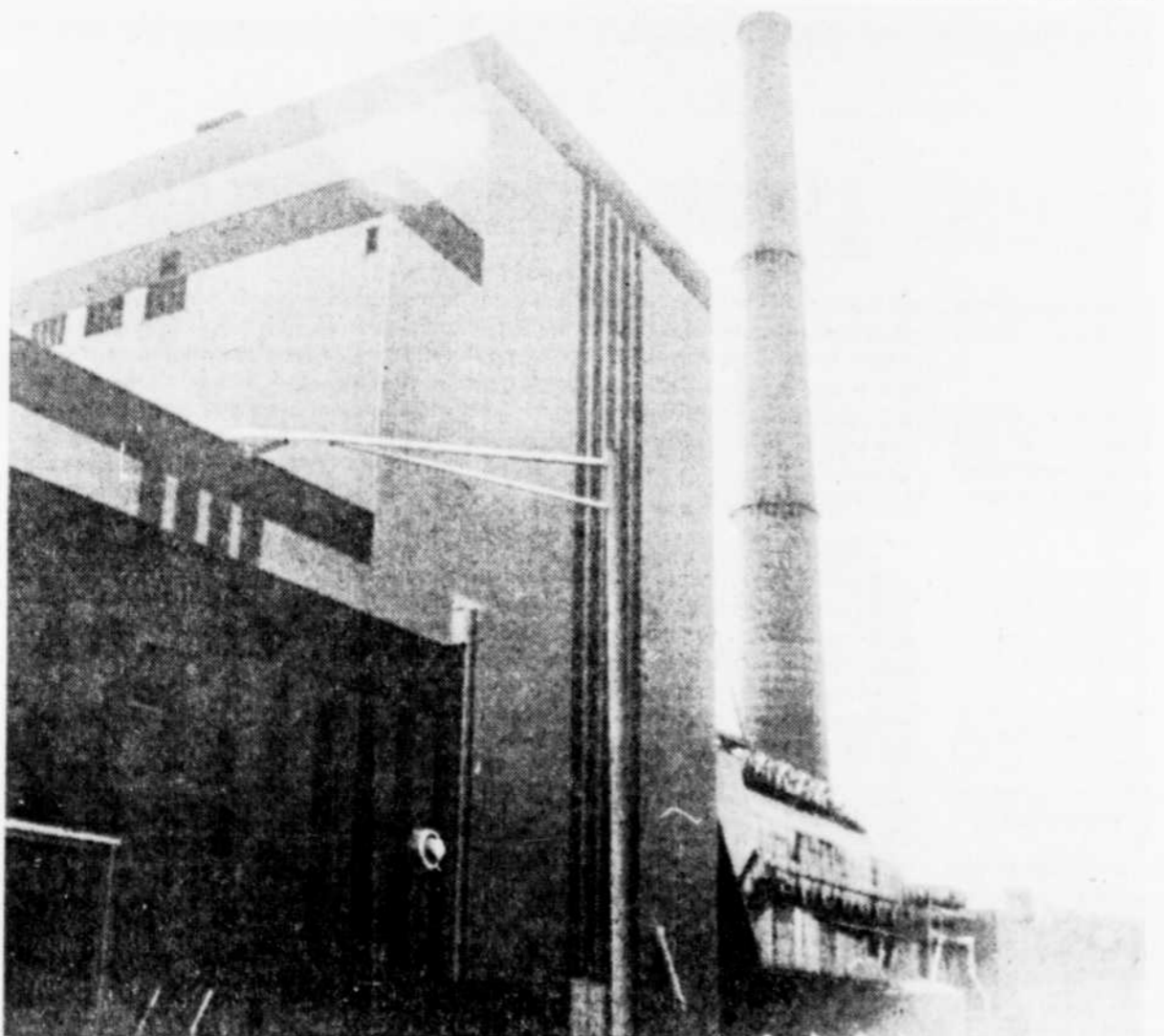
Au début de juillet, les Gouverneurs de 13 états de l'ouest ont envoyé une résolution au Congrès lui disant: « We don't want the dump! » ou « Nous ne voulons pas le dépotoir! ». La U.S. Nuclear Regulatory Commission vise actuellement trois régions de l'ouest comme lieux possibles d'enfouissement: Deaf Smith County, au Texas; Yucca Mountain, au Nevada; Hanford, dans Washington.

Autre question qui n'est pas réglée: l'enfouissement des déchets dangereux, autres que les déchets nucléaires à haut taux de radiation.

Maints états n'ont ni lieux d'enfouissement, ni incinérateur. Dans plusieurs régions, il faut transporter ces déchets sur de très longues distances, ce qui génère de nombreux problèmes, en particulier, concernant la sécurité. En 1985, 285 millions de tonnes métriques de déchets dangereux ont été traitées ou enfouies.

On semble, dans ce domaine, s'orienter vers l'incinération aux fins de récupération de l'énergie.

Restent une foule d'autres questions sérieuses dont celles des déchets domestiques, rendus célèbres par l'odyssée de la fameuse barge d'Islip, New-York, des pesticides, une priorité pour EPA, et la difficile question du transport atmosphérique sur de longues distances des polluants toxiques, sans compter les précipitations acides qui affectent particulièrement le Québec.



Le Soleil, Raymond Gagné

La centrale nucléaire East Bend, de Rabbit Hash, au Kentucky, dont la construction était réalisée à 97 pour 100, a dû être transformée en station thermique alimentée au charbon à la suite des pressions de la population.

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
JACQUES-G. FRANCOEUR
Éditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim:
GILBERT ATHOT

Président et directeur général:
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information:
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition:
JACQUES DUMAIS

Tout va mal et bien...

◆ Le gouvernement conservateur de M. Brian Mulroney «féta», hier, le troisième anniversaire de son avènement au pouvoir, à Ottawa. Il n'y avait vraiment rien à célébrer, les conservateurs s'incrustant au troisième rang dans les sondages et près de 60 pour 100 de la population canadienne désavouant leurs performances.



par Jacques DUMAIS

Pourquoi tout va mal pour ce gouvernement alors que, concrètement, le Canada et les Canadiens, eux, se portent relativement bien? Mise à part l'inflation qui a légèrement augmenté depuis trois ans, le chômage a régressé, le déficit diminué, cependant que notre réputation auprès des investisseurs étrangers s'améliore notablement. Selon le Conseil économique du Canada, toutes les provinces seraient même gagnantes, lors d'un éventuel accord de libre-échange avec nos voisins américains.

Qui plus est, la promesse électorale d'une «réconciliation nationale» entre tous les États du pays se matérialise peu à peu, depuis le printemps. Enfin, sur le plan international, le Canada marque des points politiques importants en termes de leadership, que ce soit parmi ses pairs du Commonwealth (avec la controverse sur l'apartheid sud-africain) ou lors du Sommet de Québec des pays francophones quand, à l'occasion d'un précédent peut-être exemplaire, il raya la dette d'aide publique de sept pays africains.

Pourquoi les Québécois des sondages mettent-ils donc leurs oeufs dans le panier néo-démocrate qu'ils avaient toujours boudé, alors que le gouvernement Bourassa élu massivement, en 1985 — et qu'ils ne détestent pas encore... —, s'entend au mieux avec l'«ami» Mulroney?

La vraie réponse à ces questions trouve une autre illustration dans cette toute récente ombre au Sommet: pendant que tout allait bien à Québec, une spectaculaire dénonciation en provenance de fonctionnaires de l'immigration, à Ottawa, associait Mme Mila Mulroney à une affaire de favoritisme au profit de la naturalisation du professeur français des enfants Mulroney. Ou trancière ou gonflée, cette trouvaille étalée à la une tend à alourdir le passif déjà peu reluisant du régime Mulroney en matière de moralité publique.

Les 18 premiers mois du cabinet conservateur, marqué par l'éviction d'une demi-douzaine de ministres trop laxistes, furent désastreux à ce chapitre. Lorsqu'un gouvernement n'arrive plus à se présenter devant les contribuables avec une image vraiment au-dessus de tout soupçon et qui en impose, il perd la confiance de ceux-ci. Chacun(e) devient aveugle, sourd ou cynique devant «la bonne nouvelle». Et toute amnésie populaire frise l'utopie lorsque le bilan néfaste d'anciens ministres comme MM. André Bissonnette et Sinclair Stevens reste entier et brûlant d'actualité.

Les conservateurs souffrent d'analphabétisme politique s'ils croient qu'ils remonteront miraculeusement la pente électorale sur la base des déchirements actuels à la tête des libéraux fédéraux ou de la démythification des dogmes néo-démocrates. Ils oublient, d'une part, que M. Ed Broadbent n'est pas absolument masochiste et, d'autre part, que M. John Turner n'est pas irremplaçable, surtout quand l'idole des sondages, M. Jean Chrétien, piétine d'impatience devant sa dépouille — en dépit du désastre que celui-ci personnifierait relativement à la «réconciliation nationale».

Déjà, peut-être, est-il malheureusement trop tard pour M. Mulroney. Quoi qu'il en soit, le premier ministre n'aurait jamais dû oublier qu'en septembre 1984, il balaya les libéraux de M. Turner en tablant sur leur «propre» moralité publique honteusement défaillante. La perte de confiance, cela ne pardonne pas, même quand tout semble aller bien...◆

DEMAIN

◆ Dans la page éditoriale de demain, c'est la rentrée de notre collaboratrice Nicole Beaulieu qui épiloguera sur le... plaisir d'être publiée le diman-



Nicole BEAULIEU

che. A titre de commentatrice invitée, Monique Payeur signera l'éditorial du SOLEIL au sujet de *La complainte du français perdu*. Toujours dans le cadre du récent Sommet de Québec, notre éditorialiste Martine Corriveau analysera le dernier livre de Jean-Marc Léger: *La Francophonie: grand dessein, grande ambiguïté*. Enfin, VOTRE PAGE publiera plusieurs lettres du public sur le fait français, en 1987.◆

AD LIB Dans le port de canne

◆ Bien des gens s'imaginent candidement que changer de jambe, c'est comme changer de souliers. Ce sont habituellement des personnes qui ne se sont jamais fait couper de jambes...

Une des différences fondamentales entre les jambes et les souliers, c'est que tu peux changer de souliers quand les neufs te blessent les pieds. Tandis que, si ta jambe neuve te fait mal à l'ancienne jambe, tu dois attendre pas de jambe, pour être capable de te chausser, que les blessures cessent de te blesser...

Persone n'échappe à ce genre d'inconvénients, plus particulièrement ceux qui se sont fait couper une jambe. Comme dans l'armée, on doit se mettre au pas et marcher comme on peut. Napoléon disait bien, lui, que son armée marchait sur son ventre. Ça ne l'a pas empêché de conquérir l'Europe...

Mais il n'y a pas que les jambes. Il y a ce qui va avec. Le support moral et, surtout, la canne... Si la jambe en vient à ne pas marcher, la canne n'a pas de raison de faire pareil...



par Paul LACHANCE

A preuve, alors que, l'autre jour, je reluais à la télé l'ouverture du Sommet francophone, j'ai remarqué un chef d'État africain qui portait la robe, mais surtout la canne. En fait, le banhomme faisait plus que porter une canne. On ne voyait qu'elle...

Un spectacle de toute beauté. De la grâce, du raffinement, de l'élégance. Une canne ordinaire transformée en objet d'apparat, en véritable oeuvre d'art à qui le porteur imprimait des moulinets si artistiques, avant de la déposer gentiment au sol, que j'ai pu m'empêcher de me dire: Ce gars-là n'a sûrement pas besoin de canne pour marcher. C'est pour faire marcher les autres. Elle doit lui servir de signe de

ralliement, d'insigne ou de décoration. D'autant plus que, le cas échéant, elle peut lui éviter les faux pas, ce qui est essentiel à tout chef d'État...

J'étais subjugué par cette canne ordinaire transformée en ostensoir social, à côté de laquelle même une canne à pommeau d'or n'aurait pas fait le poids. Maniée comme elle l'était, avec un art si consommé, c'était un spectacle digne d'un festival... de Cannes.

Et j'ai songé qu'étant désormais destiné à marcher en compagnie d'une canne, il valait mieux apprendre à la porter que me porter sur elle...

Quand ma bourgeoise m'a surpris à imiter le chef africain avec ma canne, bien assis dans mon fauteuil, elle s'est exclamée:

— Quoi, tu t'exerces à l'exercice, maintenant?

— Non, je m'invente un port de canne. Si jamais je ne peux plus porter ma jambe, je pourrai toujours porter ma canne...◆



LA PRESSE New Deal à Québec

◆ PARIS (AFP) — Le deuxième sommet de la francophonie, à Québec, a largement retenu, hier matin, l'attention des éditorialistes de la presse parisienne qui commentent plus particulièrement la décision canadienne d'annuler les dettes de l'Afrique francophone.

Pour LE MATIN (socialiste), c'est «une décision qui place le Canada aux avant-postes de la lutte pour la francophonie et coupe l'herbe sous le pied à Paris. (...) Bref, le Canada est désormais à la pointe du combat en faveur des pays pauvres. (...) Dans la délégation française, on semblait quelque peu agacé d'avoir perdu le maillot jaune de la générosité. (...) D'ores et déjà, le sommet de Québec peut donc être considéré comme une réussite pour la grande partie de ses participants qui verront dans la décision canadienne comme un exemple dont pourraient s'inspirer d'autres pays riches».

LIBÉRATION (indépendant de gauche) estime que «Ce New Deal (canadien) pour une meilleure coopération internationale n'est sûrement pas exempt d'arrière-pensées commerciales. Cette opération de charme du Canada ne pourra laisser insensible la communauté africaine qui pourrait répondre avec une bienveillance accrue aux sollicitations des industriels nord-américains dont la technologie est tout à fait concurrentielle. La France va-t-elle, elle aussi, passer l'éponge, ne serait-ce que pour ne pas se laisser doubler sur le marché africain par ses frères d'outre Atlantique? Cela est peu probable».

L'HUMANITÉ (communiste) remarque que «Le Canada est le premier pays capitaliste développé à répondre partiellement à la proposition de Fidel Castro demandant l'annulation de la dette du tiers-monde. Dans ses propositions pour un nouvel ordre économique international, le Parti communiste français a, lui aussi, exigé que la France contribue par son action à la mise en oeuvre d'une telle mesure».

LE QUOTIDIEN DE PARIS (indépendant de droite) n'est pas du même avis: «La France, principal bailleur de fonds de ces pays, ne devrait pas suivre le Canada sur ce terrain: vu l'importance de la dette des pays francophones d'Afrique à l'égard de la France, Paris ne peut pas se permettre d'annuler unilatéralement la dette de ces pays à son égard».

Commentaire sévère du FIGARO (droite) qui écrit que «Le geste canadien ressemble beaucoup à un coup de pub qui arrive à point auprès d'un électoral sensibilisé à la détresse africaine et qui ne peut que renforcer la pénétration canadienne sur le continent africain. Reste à savoir si le Canada aura un comportement aussi compréhensif, le mois prochain, lors de la réunion des pays du Commonwealth, à l'égard des pays de la zone anglophone au sud du Sahara».

SUR LA COLLINE PARLEMENTAIRE

Quand la francophonie est prise au sérieux

◆ Les Québécois, et même Brian Mulroney, ont une conception tribaliste de la protection de la langue française, dans la foulée de Lionel Groulx. Par contre, ailleurs au Canada, on a développé depuis 20 ans le concept de la langue séparée de l'ethnité. Au Québec, on n'a pas encore compris cela, lance le chroniqueur de *The Gazette*, Bill Johnson.

par J-Jacques SAMSON



«J'espère que les Québécois vont s'ouvrir les yeux et voir les avantages de créer une francophonie qui va au-delà du concept de la langue de la tribu.»

M. Johnson croit que le deuxième sommet de la francophonie qui s'est terminé hier, à Québec, peut contribuer grandement à faire évoluer les mentalités dans cette direction.

M. Johnson a vécu au total vingt ans au Québec. Il revient à *The Gazette*, après un séjour de quatre ans à Washington pour le *Globe and Mail*.

Les explications varient un peu mais lui et des collègues expérimentés des médias anglophones, comme Graham Fraser, du *Globe and Mail*, ou Robert Mackenzie, du *Toronto Star*, tous voient d'importants avantages dans la tenue de ces Sommets de la francophonie.

Si quelques minutes après le cri du général de Gaulle à Montréal, en 1967, un journaliste francophone et un collègue anglophone en étaient venus aux coups en écrivant leurs articles, les analystes chevronnés anglophones et francophones font cette fois une rare unanimité.

Les pays présents ont tous des intérêts divergents, constate Bill Johnson mais la création d'une organisation internationale des pays ayant en commun l'usage du français est absolument justifiée. «A cause de la concurrence de l'anglais, il faut affermir la présence du français à travers le monde. Il faut créer un marché com-

mun. Il faut que ça se fasse pour que les pays francophones soient à la pointe des technologies.»

Il estime par ailleurs que le Canada est privilégié de participer à ces deux réseaux de relations internationales que sont le Commonwealth et les Sommets de la francophonie.

Il voit un élément de pédagogie aussi dans ces rencontres: depuis deux semaines, les gens du Québec ont fait l'apprentissage des autres pays.

L'un des doyens de la presse parlementaire à Québec, Robert Mackenzie, renverse la question quand on lui demande s'il juge justifié un pareil regroupement des pays francophones.

«Il serait absurde, dit-il, de ne pas profiter du fait qu'on a cet élément en commun. Les Anglais ont tiré le maximum des anciens liens coloniaux, comme les Américains tirent le maximum de la présence de leur langue ailleurs. C'est de bon aloi de s'en servir.»

Les pays participants divergent davantage qu'ils ont de traits communs.

M. Mackenzie ne croit pas que leur association soit artificielle pour autant. «Dans le Commonwealth, si on se mettait à fouiller quel pourcentage de la population parle effectivement l'anglais, je ne suis pas certain qu'on arriverait à des pourcentages plus brillants...»

Lui aussi souligne le caractère pédagogique de ces rencontres et il note la large couverture de presse accordée à cette nouvelle organisation internationale alors que les journaux canadiens ont déjà laissé tomber la couverture des travaux des Nations Unies, à 90 minutes de chez nous par avion.

M. Mackenzie trouve particulièrement intéressante l'idée des Jeux de la francophonie qui permettront de toucher une large couche de la population au moyen du sport. Et déjà, il envisage des débats politiques: les athlètes du Québec évolueront sous leurs couleurs?

Les rencontres de chefs de pays francophones sont encore très colorées en raison des habitudes peu familières de

certaines des participants et ont un caractère un peu folklorique. Graham Fraser, du *Globe and Mail*, qui a vécu au Québec de 1976 à 1986, affirme qu'on ne regarde pas pour autant la francophonie avec amusement, de Toronto. «On commence à regarder cela plus ou moins de la même façon qu'on regarde le Commonwealth. (...) Il est tout à fait naturel que le Canada se serve de ces deux organismes comme fenêtres pour jouer un rôle sur la scène internationale.»

Mais en même temps, parce qu'il s'agit d'une nouvelle organisation, qu'elle innove en définissant une nouvelle place pour le Québec, on tient à suivre quelle discipline respectera le Québec. Si on a l'impression que le Québec se sert de cet organisme sournoisement pour mettre en doute le Canada comme pays souverain, très vite cette attitude ouverte et tolérante va changer en Ontario, explique le collègue Graham Fraser.

«Mais nulle part, enchaîne-t-il, je n'ai entendu des réactions du genre de celles d'André Arthur à Québec.»◆

Le ministre Herbert Marx annonce une série de nouvelles mesures

Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels

Le ministre québécois de la Justice, Me Herbert Marx, a annoncé, hier, qu'il va incessamment créer un Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels, instaurer des mesures de sensibilisation de la population face à cette problématique, favoriser l'implantation de centres locaux d'aide aux vic-

times et déposer, d'ici quelques mois, un projet de loi-cadre pour raffermir les droits des victimes.

par Jean-Claude RIVARD

Selon le ministre Marx toutes ces mesures ont pour but de concrétiser l'importance qu'il attache aux

victimes d'actes criminels, un dossier prioritaire pour son ministère.

S'adressant à la magistrature et aux membres du Barreau, rassemblés au palais de Justice de Québec pour la traditionnelle « rentrée des tribunaux », il a commenté que les victimes de violence familiale, de

même que les victimes d'actes criminels, lui semblent « des personnes plus ou moins oubliées dans l'administration de la justice ». Il a aussi déclaré qu'au terme d'une tournée à travers le Québec, il est à faire le point sur les politiques et services offerts, même si la Loi d'indemnisation aux victimes d'actes criminels est un bon pas en avant.

« Les victimes ne peuvent être considérées comme de simples instruments permettant au système judiciaire de constituer une preuve. L'Etat se doit de reconnaître leurs droits, tout comme ceux des accusés. Nous devons songer à établir d'autres mécanismes pour permettre à ces personnes de les exercer intégralement », a dit le ministre.

Me Marx a précisé que les innovations annoncées viendront s'ajouter à ce qui se fait déjà, grâce aux mesures préventives et curatives pour aider et protéger les victimes de violence conjugale mises en place en vertu de la toute nouvelle politique d'intervention en pareille matière. Elles autorisent notamment une intervention des tribunaux.

Ces innovations compléteront aussi les mesures à caractère social mises de l'avant pour mieux protéger les droits de l'individu, surtout

ceux de l'économiquement faible: le réseau d'aide juridique, l'instauration du recours collectif assorti d'un fonds d'aide, une modification à la procédure du dépôt volontaire pour empêcher les saisies abusives, etc.

Dans un autre ordre d'idées, Me Marx a déclaré qu'il a toujours l'intention de poursuivre le projet-pilote destiné à assurer l'autonomie administrative de la cour d'appel. Il a aussi toujours l'intention de présenter « dans les meilleurs délais » un projet d'unification des tribunaux judiciaires. Il veut enfin proposer un mécanisme indépendant visant à permettre la révision périodique de la rémunération et des autres conditions de travail des juges de nomination provinciale.

Libre-échange et pratique du droit

La rentrée des tribunaux a, par ailleurs, fourni à l'ancien ministre canadien des Finances, dans le cabinet Trudeau, M. Donald S. MacDonald, l'occasion de parler des négociations en cours au sujet du libre-échange avec les États-Unis ainsi que des problèmes qu'elles soulèvent dont le principal sera de préciser les compétences constitutionnelles entre Ottawa et les provinces.

S'adressant à la communauté

juridique, rassemblée à la faculté de droit de l'université Laval, cet avocat torontois a aussi parlé des conséquences qu'aura éventuellement une entente canado-américaine sur le libre-échange, pour les avocats du Barreau du Québec et d'ailleurs au Canada.

Ces conséquences sont, en substance, les suivantes: on verra naître un nouvel ensemble de lois qui vont influencer, au Canada, la conduite des affaires en matière de relations commerciales avec les États-Unis; les avocats québécois et canadiens devront être plus renseignés et vigilants que jamais pour conseiller adéquatement leurs clients québécois, notamment en ce qui concerne le droit américain, malgré l'exclusivité de pratique, des entreprises nationales ou américaines pourront recourir aux services d'avocats étrangers pour obtenir conseil en matière de droit canadien, québécois et ontarien.

Mais en contre-partie, les entreprises canadiennes et québécoises auront de plus en plus besoin des services d'avocats et ceux du Québec pourront voir leur profession s'internationaliser, bien au-delà du continent.

Les recommandations du rapport sur les circonstances de la mise en liberté d'Adrien Pelletier seront appliquées

MONTREAL (PC) - Le ministre de la Justice, Herbert Marx, a annoncé, hier, son intention d'appliquer les recommandations contenues dans le rapport qu'il avait demandé au sujet des circonstances qui ont entouré la mise en liberté d'Adrien Pelletier.

Le ministre a annoncé dans un communiqué avoir reçu et examiné ce rapport.

En ce qui concerne la conduite professionnelle du procureur de la Couronne qui était chargé de ce dossier lors de l'enquête sur mise en liberté, le ministre a dit qu'il jugeait préférable d'attendre le résultat d'une enquête qui est menée actuellement par le syndic du Barreau du Québec « afin de ne pas entraver la démarche de ce dernier ».

M. Marx a par contre annoncé l'application dans les plus brefs délais de certaines mesures destinées à améliorer le traitement des dossiers reliés aux crimes contre la personne et plus particulièrement aux

cas de violence conjugale.

En vertu de ces mesures, le procureur qui s'objecte dans un dossier à une remise en liberté lors de la comparution sera le même qui procédera à l'enquête sur mise en liberté. Dans les districts où le volume le justifie, les dossiers de violence conjugale seront confiés dès le stade de l'autorisation de la plainte et pour toutes les étapes du processus à un même procureur spécialement désigné pour ce genre de dossiers.

M. Marx a également révélé avoir demandé au sous-solliciteur général de prendre les mesures suivantes:

— Rappeler à tous les corps policiers qu'il est important d'assurer la présence d'un même enquêteur pour l'étape de la comparution et de l'enquête sur cautionnement, plus particulièrement dans les cas de violence conjugale;

— présenter aux procureurs de

la Couronne un rapport médical, lorsque ce document est disponible, et une appréciation particulière de la dangerosité de l'accusé;

— vérifier auprès des corps de police municipaux s'ils ont effectivement suivi la recommandation d'encadrer par une directive les interventions de leurs policiers en matière de violence conjugale.

Adrien Pelletier avait été remis en liberté moyennant certaines conditions le 27 juillet dernier à la suite de sa comparution pour voies de fait sur son ex-épouse, Héliène Lizotte.

Le cadavre de cette dernière a été découvert le 10 août dans un bois près de Saint-Jérôme, quelques jours après qu'elle eut été enlevée à son travail sous la menace d'une arme.

Adrien Pelletier s'est depuis livré à la police et doit subir son enquête préliminaire le 9 septembre à Saint-Jérôme sous une accusation de meurtre au premier degré.

l'Information

18h00

Christiane Suzor
Louis Thiboutot



QUÉBEC
ce
soir

Radio-Canada
Québec 11/Câble 6



Médaille du Barreau

Mme Claire L'Heureux-Dubé, seconde canadienne à accéder à la Cour suprême du Canada, a été décorée, hier, de la « Médaille du Barreau de Québec ». On a ainsi voulu publiquement reconnaître son sens de la compétence professionnelle tout autant que son audace pour sortir des sentiers battus par le droit et la jurisprudence afin de faire triompher l'équité, au profit des faibles et des opprimés. La décoration lui est ici remise par le bâtonnier Jean Brisset des Nos.

Carrefour

PREND UN S

ENFIN, Carrefour Beauport et Carrefour Neufchâtel se donnent un « AIR DE FAMILLE ».

Les Carrefours Beauport et Neufchâtel vous offrent une qualité de magasinage de premier plan pour votre famille et c'est... à deux pas de chez vous!

VENEZ VOUS EN RENDRE COMPTE...

Profitez de la promotion « UN AIR DE FAMILLE », du 17 août au 12 septembre 1987.

PLUS DE 7000 \$ EN PRIX!

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1er prix</p> <p>dont UN VOYAGE À DYSNEY WORLD EN FLORIDE — 1 semaine (entre mai et octobre 1988) pour toute la famille (avion, hôtel, voiture, taxes et billets d'entrée) (VALEUR de 2 600,00 \$);</p> | <p>3e prix</p> <p>20 BONS D'ACHAT d'une valeur de 100,00 \$ chacun (10 par Carrefour) (VALEUR de 2 000,00 \$).</p> |
| <p>2e prix</p> <p>UNE CAMÉRA 35mm PENTAX, automatique avec flash intégré (VALEUR de 500,00 \$);</p> | <p>DE PLUS,</p> <p>chaque jour, sauf le dimanche, du 17 août au 12 septembre 1987, tirage de 2 PHOTOS DE FAMILLE (8" x 10") parmi les coupons déposés durant la journée. Ces photos, d'une valeur de 45,00 \$ chacune, seront prises par un photographe professionnel (un gagnant par jour par Carrefour). (VALEUR de 2 070,00 \$).</p> |

Magasiner aux Carrefours Beauport et Neufchâtel, Quand on en a fait le tour...

Carrefour Neufchâtel 4605, boul. de l'Avignone, Neufchâtel, QC

Les miniMax

Carrefour Beauport 3333, Clémenceau Beauport, QC

C'est CARRÉMENT Carrefour.

Laser...

SONY

Lecteur de disques compacts, programmable, possibilité d'une télécommande. Modèle CDP-M20.

299\$

selection

QUÉBEC, 600 Belvédère, 683-2525
STE-FOY, Place de la Cité, rue Hochelaga, 658-4535

IGA Boniprix IGA

1,08 \$/lb

2,38 \$/kg

LONGES DE PORC FRAIS
Portion des côtes
Environ 1,4 kg

LONGES DE PORC FRAIS
Portion du filet
Environ 1,4 kg

2,60 \$/kg

1,18 \$/lb

DES **\$\$\$ RABAITS \$\$\$**

À PORTÉE DE LA MAIN

Un cahier publicitaire sera distribué à votre domicile. Consultez ses pages débordantes de nombreuses autres aubaines. (Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA)

Prix en vigueur du 7 au 12 septembre 1987

Prix en vigueur du lundi 7 septembre au samedi 12 septembre 1987. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte gravé sur la photo lorsque celle-ci ne correspond pas à la description du produit annoncé.

BEURRE
Canada 1
IGA
Format 454 g

ÉCONOMISEZ 40¢

1,99

Prix annoncé: 2,39\$

Valable dans tous les supermarchés IGA du 7 au 12 septembre 1987 seulement. Limite d'un bon par client.

BOISSONS AUX FRUITS
Assorties
BESSEY'S
Format 2,27 L ou 6 x 200 mL

89¢

89¢

PÂTES ALIMENTAIRES
5 variétés
GATTUSO
Cello 800 g

BANANES TORBANA
Produit de l'Amérique du Sud

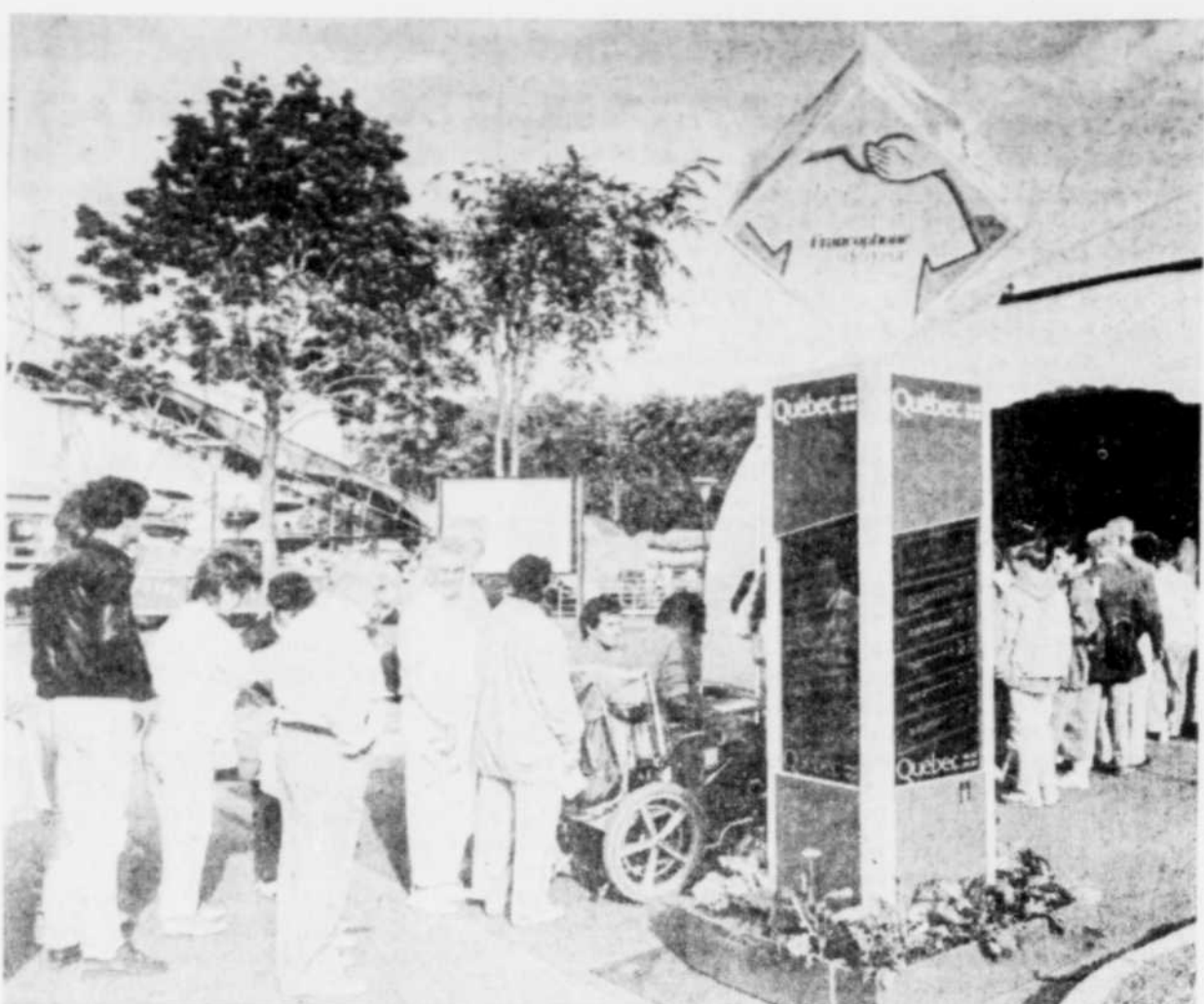
46¢ /kg

21¢ /lb

Il y a un supermarché IGA près de chez vous!

| | | |
|----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
| Beauport ALIMENTATION BEAUPORT ENR. 885, av. Royale | St-Anselme (Cité Dorchester) COOP IGA 50, rue Principale | St-Foy ALIMENTATION LAFOREST INC. 3100, rue Laforest |
| Charlesbourg COOP CHARLESBOURG IGA 7370, 3e Avenue o. | St-Jean-Christophe MARCHÉ A. JET, INC. 912, rue Commerciale | COOPRIX IGA 3355, rue De La Perade |
| COOP ORSAINVILLE IGA 7010, boul. Du Jardin | St-Jean-Port-Joli COOP LA PAIX 321, route De l'Église | MARCHÉ JUVENCE INC. 107, rue Abbé-Pierre |
| Clermont COOP IGA 76, rue Des Érables | St-Joseph-de-Beauce COOP IGA 1021, av. Du Palais | SUPERMARCHÉ BOVIN INC. 3280, chemin Ste-Foy |
| Donnacoona SUPERMARCHÉ IGA 225, rue Notre-Dame | St-Lambert-de-Lévis ÉPICERIE CENTRE-MATIC INC. 1233, rue Des Érables | Sillery ALIMENTATION RAYMOND ROUSSEAU INC. 1580, chemin St-Louis |
| Loretteville COOP IGA 378, rue Racine | St-Nicolas SUPERMARCHÉ CLEMENT (Clement Ruel) INC. Place Charpentier 4965, boul. St-Joseph | Stonham LES ENTREPRISES BOULIANNE ET FIORE INC. 612, 1re Avenue |
| COOPRIX IGA 750, rue St-Louis | St-Nicolas-Est COOPRIX IGA 845, route Marie-Victorin | Vanier ALIMENTATION G. POULIN INC. 335, boul. Wilfrid-Hamel |
| Montmagny COOP IGA 70, boul. Taché o. | St-Pierre-les-Beccquets ÉPICERIE J. N. MAYRAND INC. 181, route Marie-Victorin | Port-Rouge SUPERMARCHÉ J. C. BÉDARD-LTÉE 169, rue Du Port |
| Quebec A. PÉPIN & FILS INC. 135, rue Des Chênes o. | | |
| SUPERMARCHÉ IGA 2480, chemin Ste-Foy | | |

IGA Boniprix IGA



L'affluence est bonne au pavillon du gouvernement québécois, à l'Expo.

Ça communique bien au pavillon des Communications...

◆L'affluence est bonne au pavillon du gouvernement québécois à Expo-Québec. Et le ministère des Communications a trouvé le bon moyen d'inciter les passants à s'informer des activités des différents ministères et organismes publics qui y ont installé leur stand.

par Michel POMERLEAU

Selon le directeur de la Direction générale de la coordination des moyens en communications, au ministère, M. François C. Reny, on estime que, à l'image de l'année dernière, quelque 300.000 personnes ont visité le pavillon du gouvernement québécois. Mais le véritable succès de cette exposition gouvernementale, c'est la participation inattendue du public que suscite le jeu Info-jeu.

Ce petit jeu existe déjà depuis quatre ans. Fonctionnant sur le principe des «gratteux», c'est un jeu questionnaire qui vise à vérifier les connaissances du public des différents services gouvernementaux. Rien de bien difficile puisqu'il ne s'agit que de s'informer aux différents stands pour trouver les ré-

ponses, et mériter un prix de circonstance.

Les personnes qui ont fait l'effort de prendre les renseignements nécessaires ont droit de lancer le dé qui leur indique leur prix: t-shirt, cartable ou encore une pousse d'arbre entre autres. Malgré la modestie des prix, la réponse du public est excellente, comme le note M. Reny. Plus de 60.000 de ces petits prix ont été distribués.

Mais la formule stimule à ce point l'intérêt des visiteurs qu'il y en a qui regrettent de ne pas y avoir souscrit. C'est ce qu'a fait le ministère des Relations internationales, et comme le mentionnait sa porte-parole, Mme Françoise Gauthier, «l'an prochain, le ministère va sûrement participer à Info-jeu».

Un peu de nouveau

Mis à part le succès de ce jeu questionnaire, le gouvernement s'est carrément mis au goût du jour dans la présentation de cette exposition. Les stands ont perdu leur air austère et ont revêtu des couleurs beaucoup plus contemporaines. Sans compter que le design des stands a manifestement fait l'objet de beaucoup de soins.

Un autre changement plus discret, celui des animateurs des stands d'information. Comme le souligne M. Reny, le ministère a voulu profiter de l'occasion pour travailler à changer la perception populaire à l'égard des fonctionnaires; «ceux qui trouvaient qu'on avait l'allure de semi-retraités, c'est fini». Il explique que le ministère a ainsi demandé aux responsables des stands «de ne pas lire, de ne pas faire de mots croisés...», bref de faire montre de disponibilité auprès du public. Le ministère les a même initiés aux techniques d'animation.

Chose certaine, l'affluence et l'intérêt des visiteurs semblent indiquer que les efforts du ministère des Communications n'auront pas été vains. Les 23 stands des ministères et organismes publics sont tous également achalandés, ou à peu de choses près. Cette année, il a d'ailleurs trois stands de plus que l'an dernier, soit ceux du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du Solliciteur général et du Conseil régional de la Santé et des Services sociaux de la région administrative 03.

... mais on reste sur son appétit, à l'agro-alimentaire

◆Décevant s'il en est un, le pavillon de l'agro-alimentaire n'a pas vraiment le tape-à-l'oeil de son voisin celui du Canada, même si plusieurs stands présentent des éléments aussi intéressants qu'originaux.

par Yves THERRIEN

Le ministère de l'Agriculture fête ses 100 ans, mais le visiteur peut passer d'un bout à l'autre du pavillon sans vraiment voir ce que les exposants ont à présenter ou en savoir plus sur l'histoire de ce ministère, les pièces d'exposition étant presque cachées dans un coin. Il en va de même pour le stand sur les lauréats du mérite agricole, mérite qui est pourtant la consécration de la carrière d'un agriculteur. N'eût été de la visite guidée en compagnie de Mme Eve Veilleux, plusieurs stands seraient demeurés dans l'ombre.

Selon Mme Veilleux, deux stands retiennent particulièrement l'attention des visiteurs, celui de l'artisanat et celui des mauvaises herbes et insectes nuisibles. «Bien des gens ont souffert des désagréments de l'herbe à la puce, souligne le responsable du stand, sans jamais l'avoir vue. Ici, ils peuvent voir où ils ont mis les pieds pour avoir autant de démangeaisons.»

Les présentations culinaires sont toujours aussi populaires et, cette année, les préposées du stand axent leur démonstration sur les produits récents, riches en fibres et dont la valeur nutritive n'est pas remise en question.

Un stand explique aussi la nouvelle coloration de la margarine qui, contrairement à la croyance populaire, ne sera pas du jaune moutarde si redoutée. À entendre les commentaires autour de ce stand, le débat est loin d'être clos.

Il y a bien quelque dégustation ici et là, mais pas de produit de l'étable. Il semble que les producteurs

ne sont pas présents en raison de la tenue du concours à Montréal au lieu de Québec. Il pourrait en être de même pour le miel l'an prochain, selon les renseignements recueillis par LE SOLEIL.

mail, il faut une bonne marche, pas toujours appréciée selon les commentaires des visiteurs, pour trouver les tables situées à l'extérieur du pavillon.

Le pavillon présente toutefois plusieurs stands intéressants, parfois très techniques, qui demandent par contre au visiteur une bonne dose d'attention pour celui qui veut en apprendre plus sur les nouveautés dans les divers domaines de l'agriculture.



Le Soleil, Rue St-Pierre

Les jeux mécaniques sont toujours fort populaires, durant l'Expo provinciale de Québec, comme dans toutes les autres expositions d'ailleurs. Ils attirent surtout les jeunes, grands amateurs de sensations fortes.

A l'Expo, 3 stands vous parlent de calvitie, complète ou non

♦ Si vous avez le moindre signe de calvitie ou encore les cheveux clairsemés, ne vous étonnez pas en passant par le pavillon du commerce de l'Exposition provinciale

textes d'Yves THERRIEN

de recevoir quelques dépliant pour des traitements visant à empêcher la chute des cheveux ou encore vous proposer un remplacement capillaire.

Le salon Ross, les consultants Chev'Hair et le salon Huro vous proposeront chacun leur spécialité en toupet, perruque ou shampooing. Les deux premiers vous offriront un examen approfondi, assisté par ordinateur en plus, pour déterminer avec exactitude, prétendent-ils, la cause de votre calvitie. Chez Huro, pas de surprise derrière le rideau. Il n'y a que des perruques. Donc pas question de traitement, il s'agit bel et bien de remplacement.

Ils ont tous la franchise de dire qu'il n'existe aucun produit miracle

pour faire repousser les cheveux. « Des cheveux en bouteille, ça n'existe pas, lance en riant le patron de Huro, M. Bruno Gros-Louis. Celui qui inventera ce produit deviendra aussi célèbre que l'Aspirine. » A part le Rogaine, efficace pour une personne sur 10, il n'y a vraiment rien d'efficace. Encore là, le produit coûte un prix de fou et doit être utilisé toute la vie sinon les cheveux retombent. Quelle efficacité!

Au salon Ross, Gary Mountain explique les différentes causes de la chute des cheveux au journaliste du

SOLEIL... dont la calvitie est assez évidente. Seulement 1 pour 100 des cas de calvitie est dû à une cause héréditaire. Les cheveux gras font 60 pour 100 des cas, la mauvaise circulation sanguine, 10 pour 100, la nervosité et la mauvaise alimentation, 10 pour 100. La pelade, le psoriasis, l'eczéma et les autres maladies de la peau seraient à l'origine des autres cas.

Pour l'examen, on prélève une vingtaine de cheveux à différents endroits et on les analyse sous différents angles. Un questionnaire complète l'examen pour en arriver à prescrire un traitement choisi à travers la cinquantaine de produits. « Mais jamais rien de miracle... », avoue-t-on.

Chez Venapoli-Chev'Hair, outre le traditionnel toupet, on vous proposera des massages, des shampooings et des crèmes. Là aussi, quelqu'un analysera les cheveux pour trouver le traitement idéal à l'aide de l'ordinateur. Comme chez Ross, les produits sont exclusifs et uniques. A croire que les shampooings au goudron, aux oeufs ou aux herbes n'ont jamais existé ailleurs.

Le plus étonnant à ces deux salons, c'est que l'on a tendance à restreindre le rôle des dermatologues, affirmant qu'ils s'occupent des problèmes de la peau et non des cheveux. Certains dermatologues sont peut-être plus au fait que d'autres des dernières découvertes scientifiques mais, une chose demeure certaine, les cheveux poussent toujours quelque part sur un morceau de peau.

Au salon Huro, les préposés du stand offrent une seule solution: le remplacement capillaire. « Je vends ces produits depuis 20 ans, explique M. Gros-Louis, et je suis à l'Expo depuis 11 ans. Il n'est pas question de vente sous pression. Je fais tout pour mettre le client à l'aise et établir une relation de confiance. Pour plusieurs personnes, a-t-il conclu, la perte des cheveux fut angoissante et il faut leur éviter de vivre la même angoisse lors de l'achat d'un toupet. »



Le Soleil, René St-Pierre

Un pavillon pour en savoir davantage sur notre marine

♦ Bien des gens nous demandent ce que nous faisons dans l'armée, alors une exposition comme celle-ci nous permet de le montrer et d'expliquer vraiment ce qui se passe », explique au SOLEIL le lieutenant Christine Scheidl, responsable du pavillon des Forces armées à l'Exposition provinciale de Québec.

Chaque année, le pavillon des Forces armées change de thème. Cette année, la marine prend toute la place et on y présente dans plusieurs sections les technologies d'attaque et de défense, des maquettes de bateau et des armes.

Sitôt entré dans le pavillon, le visiteur peut voir de quoi auront l'air les nouveaux uniformes des marins. Toute de suite après, c'est la section de l'OTAN, dont le Canada est membre. « Le responsable du commandement des forces navales de l'OTAN est un Canadien, le commodore Mason, qui a pris le commandement en avril, explique le 1er maître Eric Desroches. Le prochain sera un Américain car, chaque année, il y a un nouveau commandant. »

Il est possible de voir la maquette d'un navire qui sera bientôt renoué dans le chantier maritime de MIL Davie à Lauzon, l'Iroquois. Son système de propulsion sera modifié et

l'équipement électronique sera amélioré.

Dans la section des sous-marins, le visiteur peut constater l'exiguïté de ce genre de navire. « Auparavant, les militaires en service dans les sous-marins étaient tous volontaires, explique le marin Bernard. Maintenant, n'importe qui peut être affecté à ce service. » Le marin de faction explique aussi le fonctionnement de l'équipement de sauvetage. « Tout le monde doit savoir sur le bout des doigts comment utiliser cet équipement, ajoute-t-il, et surtout comment sortir du sous-marin en cas d'accident. »

Pour ceux qui se demandent à quoi ressembleront les six nouvelles fregates de la marine, il pourront examiner la maquette de la fregate Ville-de-Québec. Chacune portera le nom d'une ville canadienne: Vancouver, Toronto, Calgary, Regina, Halifax. Celle-ci sera la première à être mise en service en 1989, une nouvelle prendra la mer à chaque année subséquente.

Enfin, les visiteurs désireux de conserver un souvenir de leur visite peuvent se faire photographier devant un décor donnant l'impression d'être à bord d'un navire de la marine. « Il se prend entre 600 et 700 photos par jour », précise M. Desroches.



Chacun parle de la calvitie à sa façon.

Le Soleil, Yvon Mongrain

Découvrez le "moyen naturel" de mieux dormir... Le "Woolrest Sleeper" offert seulement chez Eaton

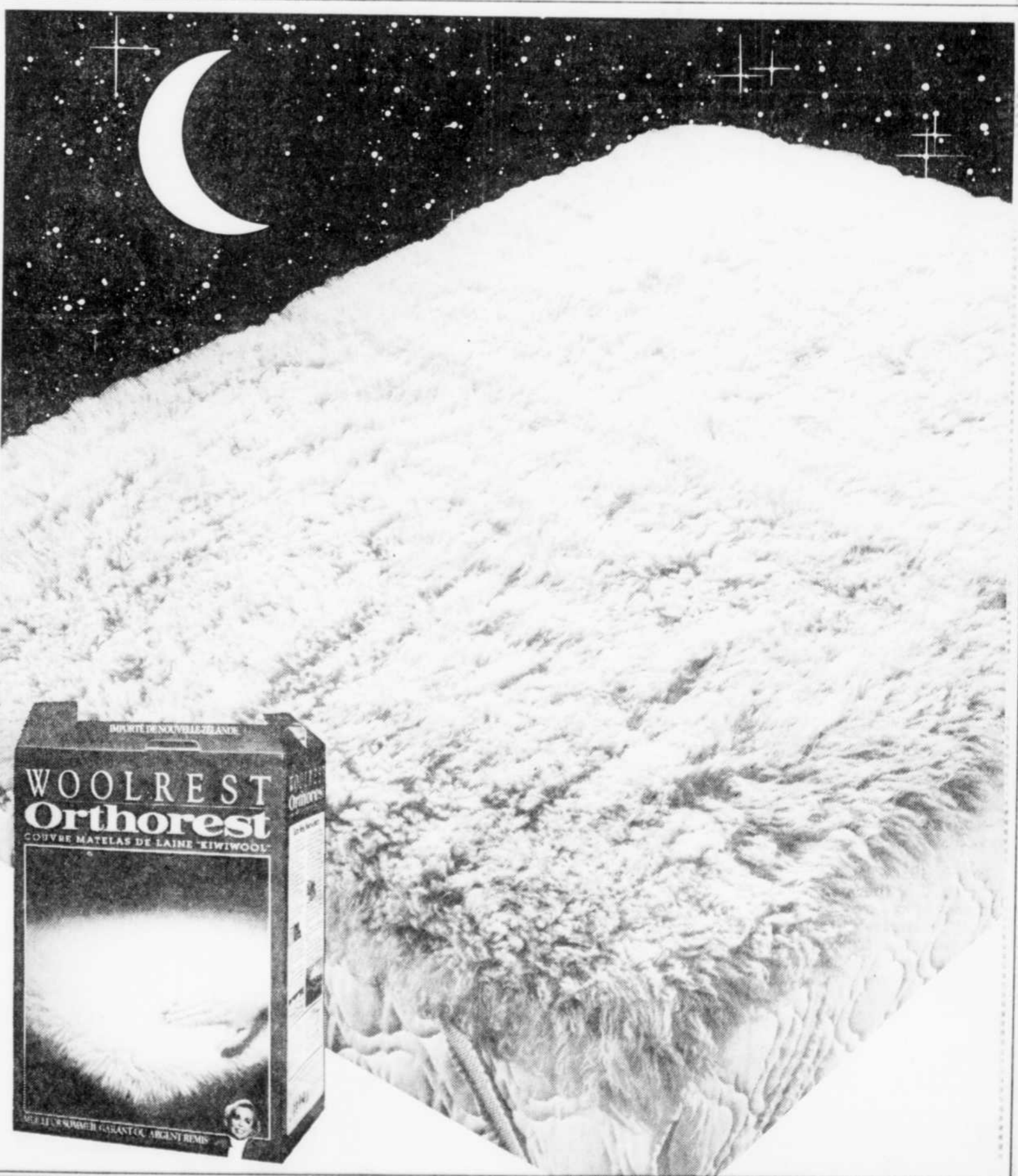
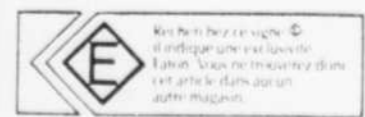
Vous savez comme une nuit blanche peut vous mettre d'humeur noire le jour suivant! C'est pour cela que des milliers de nos clients, et beaucoup d'autres gens vivant en Grande-Bretagne, Australie, Nouvelle-Zélande ou aux États-Unis, se sont tournés vers Woolrest. Son couvre-matelas fait de pure laine vierge de Nouvelle-Zélande produit, pendant votre sommeil, l'effet d'un coussin sous votre corps. Vous récupérez donc plus confortablement. Ce confort, procuré de façon tout à fait naturelle, diminue la tension et repose les articulations...

Vous dormez donc plus profondément et plus détendu. Le couvre-matelas "Woolrest Sleeper" s'installe entre le matelas et le drap housse; il tient solidement en place grâce à 4 bandes élastiques. Informez-vous aussi sur l'offre d'essai de 90 nuits et la garantie de 5 ans du fabricant contre les défauts de matière et de fabrication.

1. ♦ Woolrest "Original", procurant un sommeil confortable et réparateur.
Ch.
1 place 179.00
2 places 240.00
Grand 289.00

2. ♦ Woolrest "Orthorest". Possède une quantité de laine 30% plus abondante. Densité accrue. Peut aider les personnes souffrant d'arthrite ou de rhumatismes à mieux se reposer.
Ch.

1 place 239.00
2 places 339.00
Grand 399.00
Très grand 499.00



"Le couvre-matelas Woolrest est l'un de ces rares produits qui tiennent vraiment ses promesses." — Docteur Joyce Brothers

Tous les jours, nous mettons à l'épreuve nos produits. Recherchez le sceau du Bureau de recherche Eaton. C'est votre assurance de qualité et de bon rendement pour des articles sur lesquels vous pouvez compter, car ils répondent à des normes très strictes de fiabilité.



Credit accepte avec la carte Eaton



Visa, MasterCard, AmEx

EATON
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ À JUSTES PRIX
GALERIES CHAGNON 833-7744 PLACE STE-FOY 653-9331 GALERIES DE LA CAPITALE 627-5811

Projet de loi sur les brevets pharmaceutiques Malépart se dissocie de la position du Sénat

♦ OTTAWA (PC) - Le député libéral Jean-Claude Malépart tient à se dissocier du refus du Sénat de donner son approbation au projet de loi sur les brevets pharmaceutiques.

« La farce a suffisamment duré », a déclaré, hier, le député montréalais, critique du Parti libéral dans le domaine des affaires sociales.

Il a indiqué avoir fait parvenir, hier, au premier ministre Brian Mulroney une lettre le pressant de présenter, dès la reprise des travaux parlementaires, mercredi, une motion destinée à « abolir le Sénat ou, à tout le moins, à en limiter les pouvoirs ».

L'une ou l'autre de ces mesures, a-t-il affirmé, devrait être appliquée jusqu'à ce que la réforme du Sénat, prévue dans l'Accord constitutionnel de 1987, soit entreprise.

M. Mulroney a répété à plusieurs reprises qu'il était favorable à cette réforme. « Qu'il passe maintenant



M. Jean-Claude Malépart, critique du Parti libéral dans le domaine des affaires sociales.

aux actes », a soutenu le député du comté de Sainte-Marie.

Malgré les importantes réserves qu'il a face au projet de loi C-22 sur les brevets pharmaceutiques, M. Malépart juge que « pour le Québec

et pour Montréal, c'est une loi nécessaire en termes d'emplois ».

Il se demande pourquoi les sénateurs se sentent « si subitement une responsabilité sociale » et estime que « la volonté de la Chambre élue doit prevaloir ».

Jeudi, les sénateurs refusaient pour la deuxième fois d'approuver le projet de loi, réclamant de nouveaux amendements. Le projet de loi C-22 se retrouve donc de nouveau à l'étude en comité sénatorial.

Le leader des libéraux au Sénat, M. Allan MacEachen, a dit espérer pouvoir éventuellement en arriver à un compromis sur le projet de loi, qu'une majorité de sénateurs trouve trop généreux à l'endroit des grandes multinationales de produits pharmaceutiques.

Le ministre de la Consommation et des Corporations, M. Harvie Andre, a déclaré qu'il n'avait aucunement l'intention de consentir à un compromis. ●



Peu charitable!

Un avare pompeux. C'est ainsi que des étudiants de l'université Carleton offrant de cirer les chaussures pour recueillir des fonds destinés à la lutte contre la fibrose kystique, ont qualifié, hier, le sénateur Allan MacEachen, après avoir été chassés de la colline parlementaire. Jeudi, les étudiants avaient lancé un « Shinerama » (photo de gauche) en compagnie du ministre de la Jeunesse Jean Charest, du ministre de la Justice Ray Hnatyshyn et du président des Communes John Fraser. Hier, tout en s'excusant, un agent de la GRC (photo de droite) a informé les étudiants qu'il avait reçu l'ordre de M. MacEachen de les éloigner parce qu'un règlement interdisait à quiconque de quêter sur la colline parlementaire. Quelques instants plus tôt, ont rapporté les étudiants, le sénateur leur avait lui-même fait signe de ne pas l'ennuyer alors qu'il entrait au Sénat. M. MacEachen n'a pas tardé à nier toute intervention de sa part. Il a paru étonné de voir son nom surgir dans cette histoire.

Un sondage d'opinion fournit de nouvelles munitions à ceux qui veulent la tête de Turner

♦ OTTAWA (PC) - Le plongeon de John Turner au dernier rang d'un sondage national d'opinion publique fournit une dernière salve de munitions à ceux qui essaient de l'écarter de la direction du parti, a admis, hier, l'un de ses plus fideles lieutenants, Jean Lapierre, tout en s'abstenant d'identifier les libéraux en question.

Mais le député québécois de Shefford, qui a été l'un des principaux organisateurs de M. Turner, faisait malgré tout bonne contenance, et il a prédit que son chef et sa formation s'en sortiraient et reprendraient la tête du peloton d'ici deux mois.

Un sondage de la maison Angus Reid, publié hier, plaçait le leader neo-démocrate Ed Broadbent au sommet de l'échelle de popularité: 68 pour 100 des électeurs lui accordaient leur préférence.

Mais son parti, lui, faisait moins bonne figure, ne recueillant plus que 39 pour 100 de l'appui de l'électorat, contre 44 pour 100 lors du dernier sondage Reid, en août.

Le Parti libéral a obtenu 32 pour 100 des intentions de vote, une hausse de trois points de pourcentage. Mais la bonne nouvelle a rapidement été assombrie par la chute de popularité de son leader à 29 pour 100.

La performance du premier ministre Brian Mulroney, elle, s'est améliorée: il a obtenu 31 pour 100 des intentions de vote, une hausse de sept points par rapport à son plus bas score, en mars, dans la foulée de la controverse entourant les problèmes de l'ex-ministre d'État aux Transports André Bissonnette.

M. Lapierre, qui avait convoqué une conférence de presse pour souligner publiquement la remontée de son parti, a dû se résoudre à répondre plutôt à des questions portant sur son chef.



M. Jean Lapierre, député libéral de Shefford.

Pour le député de Shefford, les opposants à M. Turner au sein du parti sont surtout d'anciens membres de l'establishment libéral qui voient passer une occasion de reprendre le pouvoir. Ces libéraux savent qu'une élection s'en vient, et ils comprennent qu'il ne leur reste plus grand temps pour déloger M. Turner.

« C'est pourquoi ils essaient si fort cette fois, ils savent que c'est leur dernière chance », a-t-il ajouté.

Un député libéral québécois et le président des Jeunes libéraux du Québec ont réclamé récemment la démission de M. Turner, et le président du parti a publiquement critiqué le leadership de son chef.

Du côté des deux autres partis, les conservateurs ont réagi en minimisant la portée des résultats du sondage. Au NPD, le député Lorne Nystrom s'est refusé à dire si les résultats du sondage signifiaient que l'heure de gloire de son parti est terminée. ●

Bien dans sa peau!

ACHETEZ MAINTENANT

1^{er} VERSEMENT:

À PÂQUES 88

OU PAYEZ COMPTANT SANS INTÉRÊT:

LE 3 MARS 88

12 MOIS SANS INTÉRÊT

(TAJ. 10% APRÈS PÂQUES)

Mme Raoul Potvin est l'heureuse gagnante de 5000\$ en bon d'achat chez DECOMEUBLE!

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Manteaux de castor long poil ou rasé, naturel ou teint, peaux allongées, unis ou garnis | 1,599\$ à 6,499\$ |
| Manteaux de vison mâle ou femelle, naturel ou teint, choix de couleurs, unis ou garnis, peaux allongées | 2,799\$ à 11,999\$ |
| Manteaux de rat musqué naturel ou teint, unis ou garnis choix de couleurs, qualité supérieure | 1,799\$ à 2,199\$ |
| Manteaux courts de chat sauvage, castor long poil ou rasé, loup, renard, rat musqué, vison, incluant modèles réversibles sur cuir | 999\$ à 4,999\$ |
| Manteaux pour homme de chat sauvage, castor, vison loutre, loup, rat musqué teint | 1,899\$ à 5,999\$ |
| Pelisses pour homme doublées de lapin rasé ou opposum teint, doublure détachable, modèles unis ou garnis | 699\$ et 999\$ |

FORGUES

FOURRURES

UN NOM... UNE RÉPUTATION

MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC, 529-0077

• FINANCEMENT SUR PLACE pour client admissible

• PLAN MISE DE COTE

- Retouches d'ajustement gratuites
- Garantie d'un an avec police d'assurance
- Entreposage gratuit la première année
- 2h de stationnement gratuit
- Cartes de crédit acceptées